

La voix de l'opposition de gauche

Le 21 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

En France, on se croirait dans un pays sous-développé, en Inde par exemple.

- En région parisienne, la maladie chronique des décharges sauvages - AFP 20.04

Des montagnes de déchets en bord de route, près de la Seine ou en pleine forêt: les dépôts sauvages par des particuliers et surtout par des entreprises sont une maladie récurrente en Ile-de-France, accentuée par la difficile application des sanctions.

"Il y avait ici beaucoup d'activité agricole. La plaine a donné à manger à Paris pendant des décennies". Debout sur la lande, Alban Bernard raconte l'histoire d'un bout de terre devenu une décharge sauvage.

Ce terrain de 330 hectares à Carrières-sous-Poissy (Yvelines) est aujourd'hui en partie recouvert d'une "mer de déchets": plus de 7.000 tonnes, selon les calculs de ce riverain.

A perte de vue s'étalent des sacs de gravats éventrés, des pots de peinture, des montants de fenêtres, de la tôle, des planches, une baignoire et un radiateur, des tiroirs de bureau, un canapé...

"On a laissé faire", s'agace M. Bernard, qui a lancé une pétition et organisé deux rassemblements sur place. "Il faut se mobiliser pour vraiment dire stop" et "trouver un vrai projet pour la plaine", dit-il.

Cet "océan de déchets" est le symptôme d'une maladie chronique en région parisienne: dans la forêt de Saint-Germain ou de Fontainebleau, sur les rives de la Marne et de la Seine, au bord de la nationale à Noisy-le-Sec, les dépôts sauvages font partie du paysage. AFP 20.04

En Inde, c'est le pays tout entier qui est une décharge, y compris le petit village où je vis. Quotidiennement ou presque je me transforme en cantonnier et je nettoie le chemin qui passe devant chez moi, je ramasse les déchets et je les brûle sur place. Quant au reste du village, hormis les fois où j'ai rendu visite à la soeur de ma compagne ou sa fille, je n'y ai pas mis les pieds depuis quatre ans où j'y habite, je ne peux même pas vous dire combien de rues il comporte, je n'en ai jamais fait le tour, le peu que j'en ai vu m'a dégoûté, c'est indescriptible, dégueulasse au possible et cela pue. En revanche quand je sors de chez moi, j'emprunte le chemin en terre pour rejoindre la rue qui mène à la grande route, le chemin est propre puisque c'est moi qui le nettoie, par contre la rue menant à la route compte des centaines de sacs plastiques et autres papiers ou déchets, je le parcours en regardant droit devant moi ou les arbres.

Je vis dans un pays où personne ne se promène à pied, cela n'existe pas, c'est trop dangereux, dégueulasse et sans intérêt. C'est la raison pour laquelle je voulais absolument avoir un petit jardin, pour avoir au moins un endroit où je me sente bien, ce qui me semble être légitime.

On a l'impression que les hommes sont traités comme des animaux ou moins bien encore par les autorités de ce pays. Pour les Indiens qui croulent sous des difficultés de toutes natures, y compris

les invasions de moustiques et rats, les questions d'hygiène ou d'environnement ne sont pas secondaires, elles passent littéralement à la trappe, bien qu'ils en soient les premières victimes, car évidemment ils tombent régulièrement malade ou ils sont pris de fièvres plusieurs fois par an sans que cela provienne de la malaria, les enfants sont pour ainsi dire abonnés chez des médecins et tous les soirs ils se forment des queues devant les pharmacies et cabinets des médecins ne désemplissent pas. Ils dépensent une fortune en consultation et traitement au lieu de consacrer un peu de leur temps ou de leur argent à l'entretien du village.

J'avais pensé que chaque famille pourrait contribuer en fonction de ses revenus pour payer le salaire d'un chômeur du village qui serait chargé du nettoyage, mais j'ai rapidement abandonné l'idée du fait qu'ils n'ont aucun sens civique ou collectif, ils sont en proie à un individualisme pire que débridé ou effréné qui correspond à l'éducation qu'ils ont reçue ou à l'environnement dans lequel ils ont grandi, et je tiens à préciser que je parle ici de la totalité des Indiens et non de la majorité ou d'une partie des Indiens.

En maintenant pendant un siècle ce pays moyenâgeux dans le sous-développement, les mentalités ne pouvaient pas évoluées. Et depuis qu'il a commencé à se développer à partir du début des années 90, hier en fait, les Indiens ont été appelés à rejoindre la société mondiale de consommation sans que personne ne se soucie de ses conséquences désastreuses sur leur mode de vie, qui matériellement s'est améliorée modestement, mais qui s'est dégradée dans tous les autres domaines.

Leur mode de pensée et de vie est demeurée sous-développée. Quand vous parlez avec eux de ce fléau, ils comprennent de quoi vous leur parlez, mais ils sont incapables d'avancer la moindre idée ou solution pour le résoudre, et quand vous leur en proposez une, comme elle ne vient pas d'eux ils la rejettent ou ils ne la mettront pas en application, du coup la situation ne fait qu'empirer et leurs problèmes ne font que se multiplier.

Quand ils me voient nettoyer le chemin devant chez moi, ils me disent que c'est bien, que j'ai raison, etc. mais personne ne m'imitera, imaginez, s'abaisser à une tâche aussi basse, qu'est-ce que les autres penseraient d'eux, on se moquerait d'eux, ils préfèrent encore vivre entourés de décharges. Leur individualisme quasiment maladif va jusque là, mais je sais pourquoi et comment ils en sont arrivés là, pas de leur plein grès, ils en sont les premières victimes, comme partout ailleurs dans le vieux monde dont il faut se débarrasser.

Dossier Syrie

On pourrait résumer cela ainsi.

- C'est un bref résumé de la frappe syrienne. Une force extérieure avait poussé les dirigeants de la Russie et des US à la confrontation. Poutine et Trump n'avaient pas plus envie de se battre, autant l'un que l'autre, mais ils ne pouvaient pas éluder le face-à-face. Ce qu'ils pouvaient faire de mieux, ils l'ont fait : ils se sont évités.

C'est la conclusion quelque peu inattendue d'une rencontre soigneusement préparée. Franchement, ça n'avait aucun sens de soulever une vague de peur et de vitupérations sur le dos des Russes jusqu'à de telles extrémités pour un pareil final. La montagne a accouché d'une souris, comme disait Horace. Mais on peut s'attendre à ce que la montagne se remette bientôt à pousser. (Israel Shamir - Mondialisation.ca, 20 avril 2018)

Parole d'internaute.

- "Attaque injustifiée, car il n'y avait eu pas d'attaques chimiques (écoutez l'hésitation d'E. Macron excédé à Strasbourg en réponse à une critique: il dit attaques ... de chlore). Attaque illégale car il

n'y pas eu de vote positif au Conseil de Sécurité selon article VII de la Charte de l'ONU, c'est une violation du droit international. Attaque mal ciblée car à Barzeh dans un bâtiment bien connu des coopérants français, on produisait des médicaments anticancéreux et anti venins. Attaque ridiculisante car des missiles ont eu des ratés. Un quadruple fiasco du régime Macron-Le Drian-Parly-DGSE."

- Les inspecteurs de l'OIAC ne veulent pas rencontrer les résidents de Douma - sputniknews.com 20.04

Les experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui sont arrivés en Syrie le 14 avril, refusent de rencontrer des résidents de la ville syrienne de Douma dans le cadre de l'enquête sur l'attaque chimique présumée survenue le 7 avril, rapporte un correspondant de Sputnik.

Les experts de l'OIAC ne sont pas encore arrivés à Douma, annonce un correspondant de Sputnik sur les lieux. Ils n'ont pas visité l'hôpital dans cette ville, où les «victimes» de l'attaque chimique présumée auraient reçu de l'aide médicale. Selon le correspondant, les représentants de l'organisation refusent de rencontrer les habitants de Douma à Damas, y compris le père du jeune Hassan Diab, qui avait déclaré sa volonté de témoigner qu'aucune arme chimique n'avaient pas été utilisées dans cette ville de la banlieue est de Damas.

Selon les représentants des autorités syriennes, Damas a garanti dès le premier à la mission de l'OIAC la sécurité de ses déplacements autour de la ville. sputniknews.com 20.04

- Un second petit Syrien évoque le tournage de la vidéo sur «l'attaque chimique» à Douma - sputniknews.com 20.04

Un petit Syrien de Douma a évoqué devant les journalistes de Sputnik le tournage des scènes de la présumée attaque chimique du 7 avril dans cette ville de la banlieue est de Damas. Il y a participé pour avoir des biscuits et des pommes de terre.

Le petit Moustafa, 10 ans, habite dans la ville syrienne de Douma. Au début, il ne voulait pas parler aux correspondants de Sputnik parce que les membres de Jaych al-Islam répétaient ces dernières années que ceux qui habitent les territoires sous contrôle de l'armée syrienne haïssent les enfants et veulent les tuer. Moustafa refuse net de poser devant la caméra et ne permet de prendre que de loin une photo de lui.

Mais peu à peu, il s'habitue et se libère de sa peur. Il confie à Sputnik qu'il aime étudier, mais que son école est détruite.

«Vous ne me tuerez pas si je vous dis ce que nous avons fait?», lance-t-il tout à coup.

Et il nous raconte comment des hommes de Jaych al-Islam ont promis aux enfants des dattes s'ils exécutaient leurs ordres.

«Les enfants ont été rassemblés aux abords de l'hôpital. Ils [les membres de Jaych al-Islam, ndlr] nous ont dit que nous aurions des biscuits et des pommes de terre si nous suivions toutes leurs consignes [...] On a commencé à nous asperger d'eau avec des tuyaux. Puis les adultes nous ont pris par la main et nous ont entraînés à l'intérieur de l'hôpital où nous avons été pris en photo. Enfin, on nous a distribué les aliments promis et on nous a dit qu'on pouvait jouer parce qu'on avait été sages.»

Moustafa a expliqué qu'en règle générale, les enfants n'étaient pas autorisés à aller à l'école ni à jouer. sputniknews.com 20.04

- La Russie change de position sur la fourniture de S-300 à Damas - sputniknews.com 20.04 L'attaque occidentale contre la Syrie libère la Russie ses engagements de ne pas fournir de complexes de missiles sol-air S-300 à la Syrie, a indiqué à Sputnik le chef de la diplomatie russe.

Après la frappe de missiles réalisée par les États-Unis et ses alliés contre la Syrie, la Russie n'a plus d'engagements moraux de ne pas fournir à Damas de systèmes de missiles sol-air S-300, a déclaré dans une interview à Sputnik le ministre russe des Affaires étrangères.

«Nous avons des engagements moraux, nous avons promis de ne pas le faire il y a environ dix ans, je pense, à la demande de nos partenaires que vous connaissez bien, et nous avons pris en compte leurs arguments selon lesquels cela pourrait déstabiliser la situation, bien que ce moyen soit purement défensif, mais néanmoins nous avons exaucé leurs demandes; à présent, nous n'avons plus cet engagement», a indiqué Sergueï Lavrov.sputniknews.com 20.04

- Syrie – Jean-Loup Izambert: «Il faut briser le mur du silence imposé par les puissances occidentales» par Jean-Loup Izambert et Gilles Munier - Mondialisation.ca, 19 avril 2018

France-Irak Actualité : La presse mainstream boude vos derniers ouvrages d'investigation. Pourquoi?

Jean-Loup Izambert : La censure s'est exercée sur les deux tomes de 56 et sur Trump face à l'Europe. L'envoi systématique de communiqués à près de 600 journalistes de médias français, la présentation du contenu des ouvrages afin de faciliter leur travail et, pour certains, l'envoi des livres par IS Edition comme à L'Humanité, Le Monde diplomatique, plusieurs chaînes de France Télévisions, RMC, BFM TV ou Russia Today et Sputniknews n'ont pas suffi à briser totalement le « mur du silence ». Mais ils ne pourront pas dire que d'octobre 2015 à janvier 2018 ils n'ont pas été informés par mon éditeur de la parution de ces ouvrages d'actualité. Plusieurs raisons expliquent cette censure. La propriété économique et la dépendance financière en sont les principales parmi d'autres. D'une part, je mets en cause le pouvoir politique français en prouvant que 56 dirigeants parmi les principaux ont soit protégé soit soutenu des groupes terroristes des années 1990 à ce jour ; et, d'autre part, je montre comment la plupart de ces médias ont trompé l'opinion publique en se contentant de reproduire les communiqués officiels du pouvoir sans même chercher à vérifier les faits. Ce ne sont plus des journalistes mais des chargés de communication de l'Élysée-Matignon. Ils ont la vérité sous les yeux mais se refusent à la voir car ils sont, volontairement ou non, impliqués dans le mensonge d'État. Le rôle des journalistes est de rapporter la vérité vraie, les faits que je dénonce sur les amitiés franco-terroristes, et non de broder un roman en fonction de leurs préjugés ou des communiqués d'un pouvoir politique, quel qu'il soit.

« Une nouvelle fois la religion sert de prétexte pour diviser les peuples. »

FIA : Ne craignez-vous pas d'apporter de l'eau au moulin de la vague islamophobe en focalisant vos recherches sur les activités d'organisations extrémistes salafistes ou les Frères musulmans ?

J-L.I. : Non. Je suis athée et je ne crois pas en un quelconque sauveur suprême. Je respecte les croyants si leur foi peut les aider à franchir des moments difficiles ou éviter la mort, du moment qu'ils n'essaient pas d'imposer leur croyance. Concernant les pays arabes, je dénonce la collusion entre les Frères musulmans et les dirigeants occidentaux avec d'autant plus de fermeté que cette organisation est la collaboratrice des puissances colonialistes depuis les années 40.

FIA : Vous décrivez dans 56 la manière dont s'est mise en place et développée la campagne de propagande sur le thème des armes chimiques. Que pensez-vous des derniers développements avec l'affaire Skripal à Londres et la prétendue attaque à l'arme chimique dans la ville syrienne de Douma ?

J-L.I. : Les faits confirment ce que je décris dans 56. L'affaire Skripal a été montée de toutes pièces par des services du Premier ministre anglais, Theresa May, et des Affaires étrangères. Le montage est semblable à celui des précédentes campagnes montées sur le même thème de propagande par des services français sous les présidences de Hollande puis de Macron dont Jean-Yves Le Drian, l'associé permanent du crime d'agression, est l'un des principaux protagonistes. Mais l'affaire va bien au-delà de la seule responsabilité des dirigeants français et engage celle, de manière bien plus grave, de leurs homologues étasuniens et anglais.

C'est en réalité tout un réseau d'intervenants qui a procuré du matériel et des armes chimiques aux groupes terroristes de l' « opposition modérée » soutenus par les présidents Hollande et Macron. Les sociétés Tekkim, basée à Gaziantep, la société Sachlode Riyad, la société qatarie-allemande I.V.C. mais surtout trois sociétés anglo-saxonnes sont du nombre des ces pourvoyeurs de la mort. Il s'agit des sociétés Federal Laboratories et NonLethal Technologies, toutes deux basées aux Etats-Unis, et de la société Chemring Defence UK basée en Angleterre. Donald Trump et Theresa May ont des comptes à rendre à l'ONU. Ils doivent expliquer comment ces sociétés dont le commerce des productions est strictement réglementé et surveillé par les agences de lutte contre la criminalité transfrontalière ont pu exporter des munitions chimiques et des substances toxiques à des groupes irréguliers et terroristes. Là encore, vous constatez que du Figaro à L'Humanité en passant par Le Monde, c'est le silence total dans les médias français sur cette question.

En réalité, depuis 2013, voyant qu'ils sont militairement battus dans leur guerre par procuration, Washington, Londres et Paris s'efforcent de fabriquer un prétexte afin de détruire la République arabe syrienne et son environnement pour contrôler le Proche-Orient et s'emparer de ses richesses. En prenant la responsabilité de mener des frappes coordonnées dans la nuit de vendredi 13 au samedi 14 avril contre la République arabe syrienne, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France ont violé une nouvelle fois le droit international. Mais, surtout, ils ont pris la lourde responsabilité d'amplifier la guerre totale déjà en cours. Leur objectif était également d'entraver le travail de l'équipe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de faire pression sur elle. Mais ils devaient surtout faire disparaître les preuves de leur implication dans cette nouvelle opération criminelle menée avec de telles armes en territoire syrien par les groupes qu'ils instrumentalisent.

A l'heure où nous parlons, les Français sont en guerre. Ils ne le savent pas encore mais je pense qu'ils vont découvrir qu'en s'alignant une nouvelle fois sur Washington pour opérer de nouveaux actes criminels contre un peuple souverain, la France ne sortira ni grandie ni indemne de l'aventure dans laquelle le président Macron et le gouvernement Philippe l'ont embourbée. Il est évident que les bombardements contre la Syrie après plus de sept années de guerre terroriste ne seront pas sans conséquences pour les agresseurs. Mondialisation.ca, 19 avril 2018

LVOG - J'ai formaté le dernier paragraphe qui était trop long, 32 lignes, en 4 paragraphes.

En complément sur l'affaire Skripal.

Moscou a toutes les raisons de considérer la disparition des Skripal comme un enlèvement - sputniknews.com 20.04

La Russie est pleinement fondée à croire que la disparition de l'ex-agent double Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia au Royaume-Uni est un enlèvement, d'après l'ambassadeur russe à Londres.

«Compte tenu des faits, nous avons actuellement plus de raisons de considérer cette situation comme un enlèvement de deux citoyens russes [...]. Nous ne recevons pas de réponses à nos demandes et questions légitimes sur Ioulia Skripal», a indiqué le diplomate lors d'une conférence de presse.

«La Russie n'acceptera aucune conclusion tant que nos experts n'auront pas accès aux blessés, nous n'avons accès ni aux blessés ni aux éléments de l'enquête dont dispose le Royaume-Uni», a ajouté le diplomate.

Les diplomates russes n'arrivent pas à contacter les Skripal depuis début mars. Ils ignorent où se trouve Ioulia Skripal, qui a quitté l'hôpital de Salisbury début avril. Selon le journal The Sun, Ioulia Skripal aurait été transportée dans un autre hôpital situé sur une base militaire. Les représentants de l'ambassade ne peuvent pas obtenir accès à M. Skripal, qui reste hospitalisé, mais dont l'état de santé s'améliorerait à grands pas.

Jeudi, l'ambassade russe a envoyé une nouvelle note au Foreign office, demandant de permettre aux médecins russes d'examiner Ioulia Skripal. Le ministère britannique a répondu que Ioulia Skripal se trouvait dans «un lieu sûr». L'ambassade russe soupçonne qu'il s'agit d'un isolement forcé d'une citoyenne russe.

D'après le Royaume-Uni, l'agent innervant utilisé A234 aurait été fabriqué en Russie. Mais début avril, les chercheurs du laboratoire britannique de Porton Down ont reconnu ne pas être en mesure d'établir le pays d'où provenait cet agent.

Moscou rejette toutes les spéculations à ce sujet et demande en vain que les autorités britanniques lui fournissent des éléments de l'enquête. sputniknews.com 20.04

ACTUALITE EN TITRES

Bouffonnerie en famille ou Macron en quête de légitimité. Le miroir déformé des apparences.

- Trump-Macron «Ils se parlent comme deux vieux potes» - Liberation.fr 20.04

A la différence que Macron incarne l'Etat profond ou les faucons néolibéraux va-t-en-guerre, l'aile extrémiste de l'oligarchie. Tandis que Trump représente celle qui préfère s'allier avec ses ennemis et les corrompre pour les intégrer dans sa stratégie, un peu comme elle a procédé avec le Japon après la Seconde Guerre mondiale en l'intégrant plus tard dans la Commission Trilatérale par exemple, plutôt que procéder à leur liquidation violente en recourant à la force.

On aura compris que, bien que beaucoup moins puissant Macron est plus dangereux que Trump, puisqu'il porte en lui la guerre.

La guerre oubliée de Macron fournisseur d'armes aux agresseurs.

- Un bombardement de la coalition fait 20 morts au Yémen, selon des habitants - Reuters 20 avril 2018

Vingt personnes ont été tuées vendredi dans le sud-ouest du Yémen lors d'un raid aérien mené par la coalition sous commandement saoudien, ont annoncé des habitants.

Les tirs ont touché un véhicule qui transportait 20 personnes dans le sud de la région de Taez, ont-ils dit.

La coalition formée par l'Arabie saoudite intervient militairement au Yémen depuis le printemps 2015 contre les miliciens chiites Houthis pour rétablir le gouvernement légitime dans ses fonctions. Reuters 20 avril 2018

Moralité : Ce bombardement était légitime puisque c'est pour "*rétablir le gouvernement légitime dans ses fonctions*" CQFD.

A la peine...

- Italie : le gouvernement peine toujours à se former - AFP 20.04

Le III Reich n'est pas mort...

- Allemagne : un festival néonazi pour célébrer la naissance d'Hitler - AFP 20.04

Le 20 avril 1889 naissait Adolf Hitler. Cent-vingt-neuf ans, une guerre et une longue reconstruction plus tard, un festival néonazi est organisé à compter de ce vendredi en Allemagne pour célébrer... AFP 20.04

Le règne de la terreur...

- Indonésie: coups de bâton pour des amoureux et prostituées à Aceh - AFP 20.04

Des couples d'amoureux et des prostituées ont été sanctionnés en public vendredi par des coups de bâton administrés par la police de la charia à Aceh, unique province d'Indonésie à appliquer la loi islamique, a constaté un journaliste de l'AFP. AFP 20.04

A Pondichéry ou ailleurs, en Inde, vous ne pouvez pas vous promener dans la rue avec votre compagne en lui tenant la main, vous pouvez encore moins l'embrasser, sous peine d'être verbalisé et prendre le risque d'être lynché. C'est la population qui fait la police des mœurs, c'est donc un Etat policier digne de "Big Brother".

ACTUALITÉ DU JOUR

Journée d'action du 19 avril en France.

- Face à Macron, plus de 100.000 personnes dans la rue, des heurts à Paris - AFP 19.04

Près de 120.000 personnes, dont de nombreux cheminots, ont défilé jeudi partout en France sous le soleil pour appeler à une "convergence des luttes" face à Emmanuel Macron...

Au total, 119.500 personnes ont manifesté dans toute la France, selon le ministère de l'Intérieur, à l'appel de la CGT et de Solidaires.

De son côté, la CGT, qui a comptabilisé près de 190 mobilisations sur le territoire, a recensé 300.000 manifestants. C'est moins que lors de la dernière journée de mobilisation des cheminots et fonctionnaires du 22 mars, où le syndicat avait annoncé 500.000 manifestants et la police 323.000.

Dans le détail, la manifestation parisienne a rassemblé 15.300 personnes, selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence pour un collectif de médias, dont l'AFP, 11.500 selon la préfecture de police, et 50.000 selon la CGT.

A Marseille, Occurrence a dénombré 5.700 personnes. La police comptabilisait aussi 4.400 manifestants à Lyon, 4.500 à Rennes, 3.500 à Lille, 2.400 à Toulouse autour de 2.000 à Bordeaux et Strasbourg et un millier ou plus à Perpignan, Montpellier, Nice ou Saint-Étienne.

Grèves et manifestations s'accompagnaient aussi de perturbations, notamment à la SNCF, où le taux de grévistes était plus important jeudi (22,7%) que la veille, avec 66,4% de conducteurs à l'arrêt. AFP 19.04

Les mouvements sociaux demeureront isolés ou n'auront aucune chance d'aboutir à une grève générale, tant qu'ils ne seront pas reliés à l'atmosphère délétère qui règne en France et qui exaspèrent des millions de travailleurs de toutes conditions ou statuts, à laquelle s'ajoute les multiples difficultés qu'ils subissent quotidiennement ou les motifs de mécontentement qui leur pourrissent la vie, sans parler de l'angoisse de l'avenir, toutes générations confondues.

On voit bien que les uns et les autres s'emploient à isoler les questions sociales des questions politiques, ou toutes les questions en lien avec l'orientation de la société. Pourquoi ? Parce que ce lien permettrait de réaliser l'unité de la classe ouvrière et des classes moyennes et de poser directement la question du pouvoir, question qu'il serait indispensable de régler avant d'envisager sérieusement de changer l'orientation de la société.

Ils tiennent à ce que ces mouvements sociaux conservent leur caractère corporatiste ou qu'ils adoptent cette orientation, ils tiennent surtout pas à ce qu'ils se dotent d'un contenu politique, car le régime serait gravement menacé ou n'y survivrait pas.

Le meilleur moyen pour que la situation n'évolue pas favorablement consiste encore à ne pas caractériser ces mouvements sociaux, et de défaites en démoralisation les laisser s'embourber dans le corporatisme qui n'offre aucune issue politique. Il ne faut surtout pas que les militants et les travailleurs mobilisés ou prêts à en découdre s'aperçoivent qu'ils font fausse route, car ils pourraient être tentés d'en changer et de trouver la voie qui mène au renversement de l'ordre établi. Il ne faut surtout pas que les militants et les travailleurs prennent conscience que le principal obstacle qui se dresse devant eux pour changer la société, réside dans leur interprétation erronée de leur condition, qui les conduit à s'accommoder du capitalisme au lieu de rompre avec lui.

C'est cette ignorance qui permet à Macron d'appliquer sa politique, ignorance dans laquelle s'emploient à les maintenir une multitude d'acteurs politiques.

Vous pouvez dénoncer ces acteurs politiques autant que vous voudrez sans que cela change quoi que soit, puisque c'est la condition des travailleurs ou plutôt telle qu'ils la perçoivent qui constitue le problème qu'ils ont à régler en priorité. Ils doivent se demander si leur condition correspond véritablement à leurs aspirations les plus profondes, et ils s'apercevront que ce n'est pas le cas, qu'en réalité elles sont bafouées, la manière dont ils vivent ne correspond pas du tout à l'idée qu'ils se faisaient de la vie, de la société, des hommes, c'est le jour et la nuit quand on y regarde de plus près.

C'est cette réflexion qu'ils doivent développer, qui doit pénétrer profondément dans leur cerveau, pour saper l'influence nuisible de la propagande officielle qui les conduit à s'enfermer dans leur condition sans espoir d'en changer un jour, à y trouver des raisons de satisfaction superficielles, qui au regard de toute leur existence ne représentent pas grand chose.

Le plus navrant ou aberrant, c'est que bien que la condition ouvrière d'hier et d'aujourd'hui ait évolué ou ait subi de profondes transformations, on continue de le nier en conservant la même conception de la lutte de classe.

Hier la condition ouvrière était tellement épouvantable qu'on ne pouvait pas la combattre sans poser immédiatement ou dans la foulée la nécessité de renverser l'ordre établi, la classe ouvrière avant conscience de n'avoir rien à perdre, hormis ses chaînes... De nos jours, sa condition s'est tellement améliorée que la question ne se pose plus en ces termes spontanément ; remettre en cause l'ordre établi risquerait de nous entraîner trop loin, de nous causer préjudice, on craint de perdre certains avantages ou que notre mode de vie se détériore encore plus, alors vaut mieux se satisfaire de ce qu'on a ou s'accommoder de notre condition, et prendre notre mal en patience en espérant que la situation s'améliorera un jour, même si la réalité quotidienne tend à prouver le contraire.

Ce que je viens de décrire, c'est l'état d'esprit de l'immense majorité des travailleurs et des militants pour ne pas tous ou presque. Mais personne apparemment ne veut en tenir compte, ne tient à chercher ce que cela signifie ou comment le traduire en terme de stratégie politique, on préfère se satisfaire d'analyses obsolètes ou erronées, apparemment c'est plus confortable, même si cela ne mène nulle part ou prépare les terribles défaites de demain...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

1.1 - Quatre Palestiniens tués par Tsahal à la frontière avec Gaza - Reuters 20 avril 2018

Quatre Palestiniens ont été tués vendredi par l'armée israélienne à la frontière entre l'Etat hébreu et la bande de Gaza, ce qui porte à 35 morts le bilan de la répression des manifestations pour le droit au retour des réfugiés entamées fin mars.

Les militaires israéliens, cibles de jets de pierres, ont ouvert le feu quand des manifestants munis de pinces coupantes se sont approchés de la clôture frontalière.

Parmi les victimes figure un adolescent de 15 ans, tué dans le nord de la bande de Gaza, selon les services médicaux. Les autorités de l'enclave parlent d'une centaine de blessés par balles.

Le mouvement de protestation doit s'achever le 15 mai, date anniversaire de la "nakhba", la "catastrophe", qui désigne la création de l'Etat d'Israël en 1948 et le déplacement de milliers de Palestiniens.

Vivement mises en cause pour les tirs à balles réelles, les forces israéliennes (...) ont assuré vendredi avoir eu recours à des "moyens de dispersion" et n'avoir ouvert le feu qu'en accord avec les règles en vigueur. Reuters 20 avril 2018

Les "*règles en vigueur*" : Massacrer le peuple palestinien désarmé manifestant derrière une clôture.

Et pendant ce temps-là : ...le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du IV^e arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018 (causerie du 20 avril)

1.2 - L'actrice Natalie Portman boycottée le "Nobel israélien" - Reuters 20 avril 2018

- Face aux événements "affligeants" en Israël, Natalie Portman refuse d'aller y recevoir un prix - Le HuffPost 20.04

Non merci. Ce vendredi 20 avril, l'actrice Natalie Portman a officiellement annulé une visite en Israël où elle devait recevoir un prix doté de deux millions de dollars (1,6 million d'euros) en juin 2018. Selon les dires du Prix Genesis, l'organisation décernant cette récompense, la comédienne de 36 ans aurait décliné l'invitation en raison notamment d'événements récents "extrêmement pénibles" liés à ce pays.

Informée par un représentant de l'actrice américano-israélienne, la "Genesis Prize Foundation" n'a pas eu l'occasion de préciser les événements invoqués. Elle a néanmoins indiqué sur son site internet ne pas avoir "d'autre choix que d'annuler la cérémonie initialement programmée le 28 juin" pour remettre à l'actrice née à Jérusalem, ce qui est parfois appelé le "prix Nobel juif", récompensant le travail et le dévouement d'une personnalité envers la communauté et les valeurs juives.

L'institution israélienne explique avoir été malheureusement avisée que "de récents événements survenus en Israël sont extrêmement pénibles" pour Natalie Portman et que de ce fait, "elle ne se sent pas à l'aise à l'idée de participer à un quelconque événement public" dans son pays natal. "Elle ne peut pas prendre part la conscience libre à cette cérémonie", ajoute la fondation, citant à nouveau le représentant de l'artiste.

Israël fait face actuellement à un mouvement de protestation massif de la part de Palestiniens dans la bande de Gaza. Depuis le 30 mars, le début de ce mouvement surnommé "la marche du retour", trente-six Palestiniens ont été tués et des centaines ont été blessés par des tirs israéliens. À ce sujet, les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent un usage excessif de la force de la part d'Israël. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et l'Union européenne notamment ont réclamé une enquête indépendante.

La fondation israélienne considère Natalie Portman comme un "être merveilleux" et "respecte son droit d'être publiquement en désaccord avec les politiques du gouvernement" israélien. Mais l'organisation dit craindre que cette décision "ne politise sa démarche philanthropique" et décide donc d'annuler la cérémonie, sans préciser si l'actrice touchera quand même la dotation, qu'elle avait prévue de reverser à des programmes œuvrant pour les droits des femmes.

Miri Regev, la ministre israélienne de la Culture israélienne a clairement accusé Nathalie Portman d'avoir adopté l'idéologie du BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions), mouvement prônant des sanctions contre Israël pour l'isoler économiquement dans le but notamment de mettre fin à l'"occupation" des Territoires palestiniens. "Je suis attristée de voir que Natalie Portman est tombée comme un fruit mûr dans les mains des partisans du BDS", a-t-elle déclaré dans un communiqué distribué aux journalistes israéliens. Le HuffPost 20.04

Hier adulée par l'extrême droite sioniste, aujourd'hui Natalie Portman est devenue "un fruit mûr dans les mains des partisans du BDS", autant dire pourri... Madame, votre impolitesse est honorable...

2- Afrique du Sud

Depuis la fin officielle du régime d'apartheid en 1994, "rien n'a changé pour nous"... les damnés de la terre...

- De violentes manifestations en Afrique du Sud contraignent le président à rentrer au pays - AFP 20 avril 2018

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a quitté précipitamment un sommet du Commonwealth à Londres pour se rendre vendredi dans le nord-ouest de son pays en proie à de violentes manifestations contre la corruption et le manque de services publics. Peu avant l'arrivée de M. Ramaphosa à Mahikeng, le chef-lieu de la province du Nord-Ouest, épice de incidents, la police a tiré des balles en caoutchouc vendredi matin pour tenter de disperser quelques dizaines de manifestants.

Le président "a décidé d'écourter sa participation à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Londres" afin de "suivre la situation dans le Nord-Ouest", ont annoncé les services de la présidence sud-africaine.

M. Ramaphosa a "appelé au calme et au respect des lois dans la province" du Nord-ouest, selon un communiqué de la présidence. Il a demandé à la population d'exprimer ses revendications "par des moyens pacifiques plutôt que par la violence et l'anarchie", tout en exigeant de la police qu'elle fasse preuve "de la plus grande retenue" dans l'exercice de ses fonctions.

Il s'agit de l'un des premiers défis auxquels est confronté le nouveau président Ramaphosa depuis son accès à la fonction suprême en février.

Vendredi matin, la situation restait extrêmement tendue à Mahikeng, après une nouvelle nuit de violences. Les écoles, magasins et services publics étaient fermés.

Depuis le début des incidents plus tôt cette semaine, des magasins ont été pillés, des véhicules incendiés et 23 personnes arrêtées, selon la police qui a demandé des renforts. Une personne a été tuée jeudi, selon la chaîne d'informations eNCA, mais la police n'était pas en mesure de confirmer, dans l'immédiat, l'information.

Les manifestations ont éclaté après la mort de deux habitants qui s'étaient vu refuser des soins dans une clinique à cause d'une grève.

Les manifestants protestent contre le manque de services publics et exigent la démission du Premier ministre de la province, Supra Mahumapelo, qu'ils accusent de corruption. Ce dernier est membre du parti du Congrès national africain (ANC), au pouvoir en Afrique du Sud depuis l'avènement de la démocratie en 1994.

Depuis la fin officielle du régime d'apartheid en 1994, "rien n'a changé pour nous", lui a expliqué un manifestant en colère. Le pays, première puissance industrielle en Afrique, se débat avec un taux de chômage record à 27,7% et une croissance au ralenti depuis plusieurs années.

Le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), a demandé le départ de Supra Mahumapelo, dont le mandat est marqué par "des accusations récurrentes de corruption, une relation étroite avec les Gupta et l'effondrement général du Nord-Ouest".

Les Gupta, une famille de riches hommes d'affaires, sont au centre d'accusations de corruption contre l'ancien président Zuma. Leur domicile a été à plusieurs reprises perquisitionné ces dernières semaines, et l'un des frères Gupta, Ajay, est sous le coup d'un mandat d'arrêt.

En raison des violences dans le Nord-Ouest, les autorités du Botswana voisin ont fermé leur poste-frontière avec l'Afrique du Sud près de Mahikeng.

Les brusques flambées de violence urbaine, désignées sous le nom d'"émeutes pour l'amélioration des services publics", sont quotidiennes ou presque en Afrique du Sud. Mais le déplacement d'un président pour ce genre de manifestations reste exceptionnel.

Ces manifestations soulignent les faillites de la "nation arc-en-ciel", vingt-quatre ans après l'avènement de la démocratie et l'élection du premier président sud-africain noir Nelson Mandela. Dans de nombreux quartiers du pays, l'accès à l'eau, l'électricité et les soins sont rares et les ordures s'entassent. AFP 20 avril 2018

Les "ordures" qui osent appeler cela une démocratie...

3- Zimbabwe

Le Raj ou la rage est de retour.

- Londres souhaite le retour du Zimbabwe dans le Commonwealth - Reuters 20 avril 2018

La Grande-Bretagne souhaite le retour du Zimbabwe au sein du Commonwealth et salue les efforts entrepris par le président Emmerson Mnangagwa depuis qu'il a remplacé Robert Mugabe renversé par l'armée.

Le Zimbabwe est sorti en 2003 du Commonwealth, réseau de 53 pays et territoires qui faisaient autrefois partie de l'empire britannique.

"Le Royaume-Uni soutient fermement le retour du Zimbabwe et un nouveau Zimbabwe qui soit engagé dans des réformes politiques et économiques au profit de son peuple", indique le Foreign Office dans un communiqué après une rencontre entre Boris Johnson, son homologue zimbabwéen Sibusiso Moyo et d'autres ministres des Affaires étrangères à Londres.

Sibusiso Moyo est le général qui était apparu en treillis à la télévision en novembre dernier pour annoncer le coup d'Etat militaire renversant Robert Mugabe qui dirigeait son pays depuis l'indépendance en 1980. Reuters 20 avril 2018

Comme chacun sait les "réformes" exigées par le FMI et que réclame l'ignoble Boris Johnson pour le Zimbabwe seront adoptées "*au profit de son peuple*"...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

Leur humanisme est la politesse des salauds... Et comment !

- En Allemagne, les enfants pauvres face à un ascenseur social en panne - AFP 20 avril 2018

En Allemagne, pour un enfant sur cinq, le "pays où il fait bon vivre" vanté par la chancelière Angela Merkel pendant sa campagne électorale est une illusion. Il grandit dans la pauvreté, avec peu de chance d'en sortir.

Il est 15 heures passées, les enfants commencent à disposer sur la table des assiettes de tomates cerises et de concombres coupés avec soin. Comme presque tous les après-midis en semaine, ils vont partager un repas qu'ils ont cuisiné dans un centre social de Lichtenberg, dans l'est de Berlin.

"On le remarque surtout chez les adolescents, beaucoup nous disent: alors quand est-ce qu'on peut enfin manger? Je n'ai rien mangé de la journée", raconte Patric Tavanti, responsable de l'établissement géré par la fondation catholique Caritas.

"Actuellement nous n'avons qu'un adolescent qui veut passer le bac", témoigne Patric Tavanti, de Caritas.

L'école allemande peine à intégrer ces enfants issus le plus souvent de familles nombreuses d'origine étrangère ou de foyers monoparentaux.

Leurs parents manquent de moyens financiers ou de temps pour leur assurer des repas réguliers, dit-il. Dans la première puissance européenne, l'économie tourne et les caisses publiques n'ont jamais été aussi pleines.

Pourtant, environ 20% des moins de 18 ans grandissent dans une "pauvreté relative", selon le ministère de la Famille, un niveau similaire à la France où la conjoncture économique est nettement moins favorable depuis bien longtemps.

Leurs parents disposent de moins de 60% du revenu moyen des foyers allemands, c'est-à-dire moins de 1.192 euros nets mensuels pour un parent avec un enfant, et moins de 2.355 euros pour une famille avec quatre enfants.

Préoccupant dans un pays si fier d'avoir réduit le chômage à son plus bas niveau depuis la réunification allemande: plus d'un tiers des 2,8 millions d'enfants pauvres ont des parents exerçant une activité professionnelle, pointe Heinz Hilgers, président de la fédération de protection de l'enfance (Kinderschutzbund).

Au-delà de l'aspect matériel, la prise de conscience par un enfant qu'il appartient à ce cinquième défavorisé est destructrice, relève Klaus Hurrelmann, professeur à la Hertie School of Governance de Berlin.

"Toute une spirale se met alors en route: les enfants se sentent exclus, commencent à avoir honte de ne pas pouvoir participer aux excursions avec l'école ou inviter des amis à fêter leur anniversaire. Ils finissent par perdre confiance en eux, à mal travailler à l'école, car la pauvreté matérielle est aussi une pauvreté d'éducation et de culture", poursuit l'expert.

"Nous remarquons un besoin croissant en nourriture, mais aussi en aide aux devoirs et à la lecture", explique Lars Dittebrand, responsable du Manna, un centre familial et une garderie au coeur de la Gropiusstadt, une cité berlinoise de béton qui a servi de décor au film "Moi Christiane F., 13 ans, droguée, prostituée..." dans les années 80.

La sélection, qui intervient dès la fin du primaire, conduit souvent les plus défavorisés vers des filières menant à des emplois précaires.

Dénonçant dans une étude "une pauvreté qui s'hérite", la fondation Bertelsmann révélait que seule une petite minorité des foyers - entre 3 et 16% selon les catégories - parvenaient à s'extirper de leur condition.

"Des générations d'enfants pauvres deviennent des adultes pauvres et des parents pauvres", déplore ainsi Heinz Hilgers. Un gâchis humain et un "risque économique énorme" dans une Allemagne vieillissante, prévient-il. AFP 20 avril 2018

Vous n'avez rien remarqué d'étrange dans cet article?

De plus en plus souvent les agences de presse et les médias donnent la parole à des officines de la réaction qui sont censés s'émouvoir de la situation des exploités et des opprimés, au lieu que ce soit leurs représentants qui dénoncent leur situation, qu'ils soient légitimes ou non pour s'exprimer en leurs noms.

Autrement dit, la réaction monopolise la scène et le débat politique, et ses opposants, sincères ou hypocrites n'existent plus, c'est comme s'ils avaient disparu ou qu'ils n'en existaient plus, exactement comme sous un régime totalitaire. J'ignore si les lecteurs ont pris conscience de ce glissement qui devrait les inquiéter au plus haut point...

L'Agence française de Propagande (AFP) s'est bien gardé de présenter la fondation Bertelsmann, une fondation philanthropique sans doute. Vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Qu'est-ce que La Fondation Bertelsmann ?

A lire : La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale - Réseau Voltaire 20 mai 2009

ou http://www.luttedeclasser.org/dossier2/Fondation_Bertelsmann_gouvernance_mondiale.pdf

- Étroitement liée à l'OTAN, pour laquelle elle organise chaque année la Conférence sur la sécurité de Munich...

En effet, il a été décidé de créer en avril 2007 le « Conseil économique transatlantique » (le CET, Transatlantic Economic Council, TEC) lors du sommet Union européenne-États-Unis à Washington afin de renforcer l'intégration économique transatlantique. Le CET qui est la transcription du Trade G-2 (« commerce G-2 ») issu des délibérations de la Fondation Bertelsmann a ouvert sa première séance le 9 novembre 2007. Co-piloté par le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen lié à Bertelsmann, et Allan Hubbard, directeur du Conseil économique national, les discussions du CET ont porté sur « les possibilités de réduire les obstacles au commerce et aux investissements transatlantiques »... Fin de l'extrait

Vous aurez compris comment l'AFP trompe sciemment les lecteurs.

Chili

- Chili : les étudiants dans la rue pour défendre leur éducation - euronews 20 avril 2018

Des milliers d'étudiants ont envahi les rues de Santiago. Les Chiliens ont manifesté à travers le pays, ce jeudi 19 avril, contre les réformes de l'éducation prévues par Sebastián Piñera, investi président le mois dernier.

Ils dénoncent le profit des écoles, l'endettement des étudiants, ainsi que les pratiques sexistes au sein de l'éducation nationale.

Les étudiants craignent des démarches détournées pour privatiser les écoles de leur pays. Sept ans après leur mobilisation historique de l'année 2011, les jeunes chiliens continuent de manifester avec les mêmes slogans : éducation gratuite dans des universités à but non lucratif.

A Santiago, la manifestation aurait réuni 30 000 personnes selon les autorités. Les organisateurs parlent de 120 000 participants. Un étudiant était jeudi soir dans un état grave après avoir été renversé par une voiture de police. euronews 20 avril 2018